Il est temps de débattre démocratiquement de l’avenir énergétique de notre pays

vendredi 18 mars 2011

Cette lettre ouverte, dont Adéquations reproduit le texte ci-dessous, s’inspire notamment des analyses de l’Alliance pour la Planète (devenue aujourd’hui "L’Alliance pour la Planète, Saison 2") qui regroupait les principales associations parties prenantes du Grenelle de l’environnement. L’Alliance pour la Planète demande "un moratoire d’urgence sur les énergies fossiles non-conventionnelles" (forages off shore, gaz de schistes) et "demande d’urgence un Grenelle de l’énergie avant l’été" : voir ici

Il est temps de débattre démocratiquement de l’avenir énergétique de notre pays

Lettre ouverte au président de la République.
Par Yann Arthus-Bertrand, Isabelle Autissier, Franck Laval, Serge Orru, Jean-Marc Roirant.

Après avoir été meurtri par des tremblements de terre et un tsunami dévastateurs, le peuple japonais doit faire face à une des pires crises nucléaires depuis 1945. Les conséquences dépassent les pires scénarios et imposent compassion et solidarité. Elles sont aussi source d’inquiétude pour tous et reposent avec acuité la nécessité de discuter des choix énergétiques que notre pays doit faire pour les décennies à venir.

Ce débat est d’autant plus nécessaire que le dernier sondage IPSOS sur les Européens et le changement climatique nous rappelle que 6 Français sur 10 perçoivent ce sujet comme une menace sérieuse. Face à ce péril, il reste donc impératif de décarboner notre énergie si l’on veut maintenir en dessous de 2 degrés d’augmentation la température de notre globe, seule condition qui nous permettra d’éviter une situation climatique dramatique.

Pour la France, la solution énergétique semblait se trouver dans le développement du programme électro-nucléaire. Certes, le nucléaire est une énergie relativement faiblement émettrice de gaz à effet de serre (GES) au regard des centrales fossiles (encore que l’extraction du minerai, la construction et le démantèlement des sites ne soient pas quantifiés). Cependant, à l’aune de la tragédie japonaise, qui peut encore sérieusement envisager prendre le risque de contaminer pendant des siècles des zones entières de territoire ? Et ce pour une énergie qui n’est en rien une réponse à près de 75% des émissions de GES -comme par exemple celles issues des transports, de la déforestation ou de l’agriculture- et qui ne représente que 2,5% de la consommation finale d’électricité dans le monde. S’entêter dans l’illusion nucléaire est au-delà de toute rationalité. De même, pourquoi perdre son temps à explorer des pistes comme l’exploitation d’hydrocarbures non conventionnels (pétroles off-shore, gaz et huile de schiste, etc.) alors que l’on sait que les risques sanitaires et environnementaux sont réels, et que les bénéfices restent hypothétiques.

Nous vous appelons donc faire le pari d’un vrai débat démocratique sur l’énergie afin de discuter ensemble des choix à faire pour engager notre pays dans un avenir renouvelable au nom des générations présentes et futures.

Ce débat semble d’ailleurs à portée de mains puisque Madame Nathalie Kosciusko-Morizet, votre

ministre de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement a déclaré le mercredi 16 mars 2011 devant les parlementaires que "Le principe d'un débat [sur l'énergie et le nucléaire] est acquis".

Si c'est le cas, il convient aussi de créer les conditions d'un débat serein et argumenté sur la politique énergétique de notre pays, politique dont les investissements et les effets se déploieront dans les prochaines décennies, bien au-delà des échéances électorales à venir.

La France a déjà expérimenté une telle méthode de débat avec le Grenelle de l'environnement et le Grenelle de la mer. Mais, cette fois-ci, toutes les questions doivent être mises sur la table, nucléaire inclus et l'agenda doit être co-construit et non imposé par le gouvernement. Nous exigeons que les modalités et les conditions d'organisation de ce grand débat soient définies selon les principes d'une gouvernance plurielle. Il conviendra d'associer dès le début et pleinement la représentation nationale. Ce n'est pas tout. Le débat devra également vivre pleinement dans nos territoires. La pluralité du débat étant un gage de démocratie.

Un cahier des charges construit en commun par tous les acteurs posera les bases et servira de référentiel tout au long des échanges.

Il devra balayer les possibilités qui s'offrent à nous : mettons dans la balance les avantages et inconvénients de chaque source de production énergétique, observons les créations d'emplois que peuvent induire un système de production énergétique décentralisé (multiples sources inépuisables réparties régulièrement), mesurons les co-bénéfices sur la santé et l'environnement, sur l'économie et le cadre de vie, et inventons un monde qui nous donne envie de nous investir ! Aujourd'hui, il y a comme un surprenant aveuglement à rester dans l'impasse de l'électro-nucléaire, alors que la sobriété et l'efficacité énergétique couplées au bouquet d'énergies renouvelables, inoffensives pour l'homme et créatrices d'emplois, sont à portée de main. Sobriété, efficacité et énergies renouvelables : voilà le trio gagnant d'une politique énergétique. Les missions de chacun devront être clairement définies, tout comme les modalités de clôture, de restitution et de mise en œuvre. Ce débat, initié le plus tôt possible, s'étalera sur une durée de 6 mois permettant ainsi à la pluralité des acteurs de s'exprimer sur l'avenir énergétique de la France.

Monsieur le Président, nous devons tirer les leçons de la situation dramatique que connaît le Japon en prônant la transparence pour mieux comprendre et anticiper. Le droit pour les populations à connaître les risques encourus et à choisir leur modèle énergétique est un droit élémentaire au 21ème siècle.

L'heure est grave et nous devons tous dépasser nos postures.

Agissons pour transmettre une planète vivante aux générations futures.

Yann Arthus-Bertrand, Président de la Fondation GoodPlanet
Isabelle Autissier, Présidente du WWF France
Franck Laval, Président d'Ecologie sans frontière
Serge Orru, Directeur général du WWF France
Jean-Marc Roirant, Secrétaire général de la Ligue de l'enseignement

Lettre ouverte reprise du site de www.goodplanet.info

Copyright © Site de l’Association Adéquations - https://www.adequations.org/spip.php?article1570